



«Séparatisme» : Macron veut regagner du terrain

Education, police, sport, associations, organisation de l'islam, lutte contre l'économie souterraine... A Mulhouse mardi, le chef de l'Etat a annoncé des mesures de «reconquête républicaine» à destination des quartiers en proie à une emprise islamiste.

Par
ALAIN AUFFRAY
Photos **PASCAL BASTIEN**

L'ennemi? Non pas la religion musulmane, bien sûr, mais le «séparatisme islamiste». A Mulhouse, Emmanuel Macron inaugurerait mardi dans le quartier de Bourzwiller une séquence consacrée à la «reconquête républicaine». Pas question, a-t-il insisté, de faire un plan contre la deuxième religion de France, ce qui serait «une faute profonde».

Concentrant ses annonces sur la lutte contre les influences étrangères dans l'éducation et dans les lieux de culte (*lire ci-contre*), le chef de l'Etat entendait illustrer la priorité régalienne censée caractériser, avec l'écologie, «l'acte II» du quinquennat. Cette première visite de terrain devrait être suivie d'une autre la semaine prochaine, et d'autres encore après les élections municipales. Une stratégie gouvernementale contre la radicalisation et l'islam politique est réclamée avec insistance depuis près de deux ans par la droite et l'ex-

trême droite, qui accusent le gouvernement de laxisme et multiplient les propositions radicales: interdiction par la loi des listes jugées «communautaristes» aux municipales ou encore interdiction du port du voile pour les mères qui accompagnent des sorties scolaires. Macron est aussi pressé d'agir par une partie de sa majorité, tandis que l'autre incite à la prudence. Après l'avoir envisagé – et même maintes fois annoncé – il a renoncé au grand discours fondateur sur la laïcité, le communautarisme et l'organisation de l'islam de France. Réflexion faite, il a choisi de définir sa doctrine par touches progressives, en enjambant les élections municipales et en révisant son vocabulaire. Au concept fourre-tout de communautarisme, il préfère celui de «séparatisme», qui résulte d'une «manipulation du fait religieux», et conduit à «ne pas respecter les règles de la République». Dans le discours qui a conclu sa journée dans le Haut-Rhin, Macron en a énuméré quelques conséquences: refus de se faire soigner par une femme, de fréquenter les écoles de

la République, ou la délivrance de certificats de virginité.

RASSURER

«Le Président a voulu poser des actes et aborder ces sujets de manière très concrète», explique un de ses proches. Un pragmatisme qui avait été recommandé par plusieurs participants au déjeuner qui réunissait, le 8 février, une douzaine d'élus de toutes obédiences ainsi que les députés Aurore Bergé et Aurélien Taché, figures des ailes droite et gauche de LREM.

Dès son arrivée à Bourzwiller, le chef de l'Etat s'est efforcé de rassurer ceux qui s'inquiètent du caractère stigmatisant de son entreprise. «Nous sommes tous français et français [...]. On doit lutter contre le séparatisme, parce que quand la République ne tient pas ses promesses, d'autres essaient de la remplacer», a-t-il répondu à un riverain qui l'interrogeait sur le sens de sa visite. Pas question, en d'autres termes, de se contenter du combat qu'il prétend engager contre le «séparatisme islamiste». Revendiquant son «en



même temps», Macron promet d'y ajouter «*la lutte contre les discriminations*», et s'engage à mettre «*de la méritocratie partout*» afin que certains ne soient plus tentés «*de quitter la République*». «*Tout cela à la veille des municipales ?*»: un autre habitant du quartier, colistier du candidat écolo aux législatives, n'a pas caché à Macron qu'il s'interrogeait sur le caractère électoraliste de cette visite. «*Je suis en dehors du game*», a plaisanté le Président, accompagné de quatre de ses ministres: Christophe Castaner et Laurent Nuñez (Intérieur), Gabriel Attal (Jeunesse) et Roxana Maracineanu (Sports).

Le quartier a été choisi pour cette visite parce qu'il a «*de vraies difficultés*», a indiqué Macron, citant la présence d'associations qui prônaient de «*sortir de la République*». Circonstance aggravante, Mulhouse accueille le chantier de la très controversée mosquée An-Nour, financée en large partie par le Qatar.

Bourtzwiller fait partie des 47 quartiers de reconquête républicaine (QRR), un dispositif créé en 2018 pour lutter contre la délinquance et les trafics. Avec le récent renforcement du nombre de policiers, porté à 22 contre 7 auparavant, «*l'atmosphère est plus apaisée*» et les habitants «*ont plus confiance*» dans les forces de l'ordre, a assuré la brigadier-chef Fatiha Bouizy. Mais Bourtzwiller est aussi l'une des 15 zones qui expérimentent depuis

deux ans un dispositif de lutte contre la radicalisation. «*On parle peu mais on agit. Sans tambour, ni trompette*», a déclaré Macron. Souvent accusé d'inaction, il revendique des résultats tangibles avec des fermetures de débits de boissons et de nombreux contrôles d'associations sportives et d'écoles hors contrat.

«REPLI»

Après un déjeuner avec les forces de l'ordre, Emmanuel Macron a échangé avec des responsables d'associations sportives, sociales, culturelles et culturelles. Il s'est fait expliquer les effets du «*repli communautaire*»: outre le refus de participer à certaines activités et la contestation de contenus de livres, une responsable de l'académie du Haut-Rhin a souligné l'augmentation du nombre d'enfants déclarés instruits dans le cadre familial: de 337 en 2018, leur nombre est passé à 526 à la rentrée 2019. ◆

